

Procès-verbal Réunion du Conseil Municipal en date du 3 mai 2017

Séance n° 2017_4



Le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye s'est réuni le trois mai deux mille dix-sept, à vingt heures trente, en séance ordinaire, avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR :

➤ **FINANCES**

- FDAEC 2017 – TRAVAUX DE VOIRIE
 - . Voie communale 206
 - . Cour école maternelle
- ASSAINISSEMENT COLLECTIF
 - . Travaux de mise en conformité de la station d'épuration et mise en place d'une unité de traitement anti-H2S sur les deux postes de refoulement
 - . Marché de maîtrise d'œuvre en vue de la réalisation des travaux destinés à la mise en conformité de la station d'épuration de la Commune
 - Devis AQUALIS
 - Diagnostic du système d'assainissement collectif
- AIRE DE JEUX
 - Travaux de création d'une aire de jeux
- DELIBERATION VALIDANT L'INSTALLATION D'UNE INFRASTRUCTURE DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES (IRVE)

➤ **PERSONNEL**

- EXTENSION DU REGIME INDEMNITAIRE
- RENOUELEMENT D'UN CAE A 23H50
- CONVENTION AVEC LA GEMEF POUR L'EMPLOI D'UN ANIMATEUR SPORTIF SUR LA PAUSE MERIDIENNE A COMPTER DU 2 MAI 2017
- CREATION D'UN POSTE D'AGENT D'ANIMATION POUR TITULARISATION DE L'AGENT EN CHARGE DE L'ACCUEIL PERISCOLAIRE (SUR UN 19H50)
- AUGMENTATION DU TEMPS DE TRAVAIL D'UN AGENT POUR LE MENAGE (DE 24H50 A 28 H)

➤ **AUTRES POINTS**

- Adhésion à « Gironde Ressources » du Conseil Départemental
- CCB : actualisation des statuts
- Convention : acquisition d'une œuvre sculptée « les Fûts »

➤ **QUESTIONS DIVERSES**



Présents : (14) Mme Murielle PICQ (Maire), M. Daniel DEBET (1^{er} Adjoint), Mme Stéphanie BAUDE (2^{ème} Adjoint), M. Bernard GRIMEE (3^{ème} Adjoint), Mme Michèle BILLIER (4^{ème} Adjoint), Mmes Marie-Claude BELLUE, Irène FIORAZZO, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Thomas BERLINGER, Bruno CADUSSEAU, Eric GOUDONNET, Emmanuel MOULIN, David RAYMOND, Francis VITRAS.

Absents excusés : (5) : Mmes Odette ANCELOT, Valérie BERLEMONT, Valérie CHAMBOUNAUD (pouvoir à M. Bruno CADUSSEAU), MM. BERNY François (pouvoir à Mme Géraldine VIRUMBRALES), Jean-Marie MACEIRA (pouvoir à Mme Marie-Claude BELLUE).

Madame Géraldine VIRUMBRALES est désignée Secrétaire de séance.

Le compte-rendu de la dernière séance du 5 avril 2017 a été transmis par mail à chaque conseiller le 26 avril 2017. Madame le Maire demande aux membres présents s'il y a lieu de relever des observations sur celui-ci.

Le compte rendu, soumis au vote, est approuvé par l'ensemble des élus.



Information des décisions prises en application de l'article L. 2122.22

Du Code Général des Collectivités Territoriales

Madame le Maire expose à l'Assemblée ce qui suit :


Vu l'article L. 2122- du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la délégation accordée à Madame le Maire par délibération du Conseil Municipal N° 20140401 en date du 11 avril 2014

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Madame le Maire en vertu de cette délégation

Le Conseil Municipal prend note des décisions suivantes :

Numéro de décision	Date	Objet
2017-052	05/04/2017	Arrêté nominatif concernant la mise en place de mesures obligatoires d'une personne propriétaire et détenteur d'un chien catégorie « ayant mordu »
2017-053	11/04/2017	Arrêté pour permission d'occupation du domaine public et exécution des travaux sur alignement et (ou) sur le domaine public
2017-054	05/04/2017	Arrêté portant délivrance d'un permis de détention d'un chien mentionné à l'article L211-12 du Code Rural
2017-055	12/04/2017	Arrêté de non opposition à DP 033 382 17 J0006
2017-056	20/04/2017	Arrêté de non opposition à DP 033 382 17 J0005
2017-057	15/03/2017	Arrêté de non opposition à DP 033 382 17 J0007



Délibération n° 20170503-01 – FDAEC 2017

Madame le Maire fait part aux Conseillers des modalités d'attribution du Fonds Départemental d'Aide à l'Équipement des Communes (FDAEC) votées par le Conseil Départemental lors du vote du Budget Primitif 2017.

Par courrier, en date du 20 mars dernier, Monsieur Alain RENARD, Vice-Président du Conseil Départemental, et Madame Célia MONSEIGNE, Conseillère Départementale, nous informaient de l'attribution pour SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE pour 2017 d'un montant de 29 323.00 euros.

Cette somme doit servir aux dépenses d'investissement concernant les travaux de voirie, équipements communaux, acquisition de matériel ou de mobilier. Les opérations pouvant en relever ont été présentées à la Commission « Finances-Gestion du Personnel » réunie le 26 avril 2017.

Après délibération, Le Conseil Municipal décide :

- **de réaliser** en 2017 les opérations suivantes :

Opérations de voirie :

- Voie Communale 206 (de la gare à Cottraud) (Devis HT : 28 762.50 €)
- Cour de l'école maternelle (Devis HT : 9 548.30 €)

Montant total des opérations de voirie : HT 38 310.80

- **de demander** au Conseil Départemental de nous attribuer une subvention au titre du FDAEC 2017 de 29 323.00 EUROS au titre des opérations de voirie.

VOTE : Pour : 17 Contre : 00 Abstention : 00



Délibération n° 20170503-02 – Assainissement collectif – Appel d'offre : Travaux de mise en conformité de la station d'épuration et mise en place d'une unité de traitement anti-H25 sur les deux postes de refoulement

Discussion :

Monsieur MOULIN s'interroge sur la présence de la sonde venturi

Madame PICQ lui répond qu'elle attend la réponse de GRE'EAU

Monsieur Moulin indique que l'on va installer un débitmètre à 3 000 € alors qu'il y en a déjà un. Il dit : « je me demande quelle compétence a la Commission assainissement ; je n'y suis pas parce que vous vouliez une représentation à 50/100 des élus de ma liste. » Des questions restent en suspens par rapport aux travaux proposés.

Madame PICQ lui rétorque que c'est la Loi qui fixe le pourcentage de représentants de chaque liste dans les commissions et que l'Entreprise GRE'EAU va être relancée pour avoir un peu plus d'explications sur les points évoqués. Elle rappelle que de nombreuses réunions de commission et échanges ont eu lieu depuis 2014 et que le dossier a bien été étudié.

Délibération

Madame le Maire rappelle que l'arrêté préfectoral daté du 02 juillet 2015, impose à notre Commune :

⇒ La réalisation de travaux d'amélioration du fonctionnement actuel de la station d'épuration.

Le Maître d'œuvre, le Cabinet SERVICAD, nous a fourni un estimatif pour la mise en conformité de la station d'épuration qui se monte à HT 123 030.00 € soit TTC 147 636.00 €.

Madame Le Maire précise que cette somme a été prévue au budget annexe 2017 assainissement

Madame le Maire, après consultation des Commissions « Urbanisme » et « Finances – Gestion du Personnel » demande au Conseil son accord pour lancer l'appel d'offre pour la réalisation des travaux de mise en conformité.

Le Conseil, après en avoir délibéré

- **Autorise** Madame le Maire à lancer l'appel d'offre
- **Décide** d'admettre la dépense en section d'investissement, à l'article 2315 du budget annexe « assainissement ».

VOTE : Pour : 16 Contre : 00 Abstention : 1 (Emmanuel MOULIN)



Délibération n° 20170503-03 – Marché de maîtrise d'œuvre en vue de la réalisation des travaux destinés à la mise en conformité de la station d'épuration

Discussion :

Monsieur MOULIN abonde : c'est un pourcentage sur les travaux donc évidemment, plus il y a de travaux et plus cela coûte. Il faut faire le minimum.

Madame PICQ lui répond que nous sommes sur le minimum

Monsieur MOULIN suggère que l'on ferme la station d'épuration

Madame PICQ lui rétorque que les administrés seront contents

Monsieur MOULIN rappelle qu'il avait demandé à avoir le dossier technique

Madame PICQ lui réplique qu'il a été adressé avec l'ordre du jour à tous les conseillers

Délibération

Madame le Maire rappelle que l'arrêté préfectoral, en date du 02 juillet 2015, impose à notre Commune :

- ⇒ la réalisation de travaux d'amélioration du fonctionnement actuel de la station d'épuration. Cette étape nécessite l'appui d'un maître d'œuvre spécialisé, afin de recruter les entreprises spécifiques habilitées à effectuer ces travaux.

Afin d'entamer cette obligation de l'arrêté préfectoral, et donc de procéder aux travaux d'amélioration du fonctionnement de la station d'épuration, le Conseil Municipal, par délibération n° 20161116-02 en date du 16 novembre 2016, a décidé de retenir pour la maîtrise d'œuvre le Cabinet SERVICAD pour un coût global de TTC 25 980.00 euros, décomposé comme suit :

- Tranche ferme : 12 000.00 € pour un estimatif travaux TTC 78 000.00€
- Tranche conditionnelle : 7 500.00 €
- Levés topographiques : 6 480.00 €

Or, après avis de la Commission des Finances, au vu des options retenues pour être conforme, le montant des travaux de la tranche ferme s'élèverait à 147 636.00 €, il s'ensuit une hausse proportionnelle du coût de l'AMO qui se monterait à 16 800.00 € TTC.

Madame Le Maire précise que cette somme a été prévue au budget annexe 2017 assainissement,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **Autorise** Madame le Maire à signer l'avenant 1 – tranche ferme du Cabinet SERVICAD d'un montant de TTC 16 800.00 €
- **Décide** d'admettre la dépense en section d'investissement, à l'article 2031 du budget annexe « assainissement ».

VOTE : Pour : 16 Contre : 00 Abstention : 1 (Emmanuel MOULIN)



Délibération n° 20170503-04 – Diagnostic du réseau d'assainissement collectif – validation du devis d'AQUALIS

Madame le Maire rappelle que la Police de l'Eau nous demande un dossier Loi sur l'eau. Il est nécessaire d'actualiser et de compléter le précédent diagnostic du réseau d'eaux usées.

La collectivité a confié à l'Entreprise GRE'EAU, par délibération n° 20170308-01 du 8 mars 2017, l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du diagnostic des eaux parasites de notre réseau d'assainissement, y compris la charge de lancer un appel d'offre pour nous proposer une entreprise spécialisée qui effectuera ce diagnostic.

Madame le Maire fait référence au tableau d'analyse établi par l'Entreprise GRE'EAU, transmis aux élus, Il en ressort que :

Trois entreprises ont répondu pour un montant TTC de :

- ADVICE	19 650.00 € TTC
- AQUALIS	16 850.00 € TTC
- SAFEGE	19 020.00 € TTC

Après analyse de la valeur technique et des prix des offres, l'Entreprise GRE'EAU, nous propose de retenir AQUALIS pour un montant TTC de 16 850.00 €.

Le conseil, après en avoir délibéré

- **Approuve** le choix de l'entreprise AQUALIS pour la réalisation du diagnostic du réseau d'assainissement collectif de la Commune
- **Autorise** Madame le Maire à signer le marché avec l'entreprise AQUALIS.

VOTE : Pour : 17 Contre : 00 Abstention : 00



Délibération n° 20170503-05 – Aire de jeux – validation du Devis

Discussion :

Monsieur RAYMOND demande si on a vu le devis

Madame PICQ lui répond que nous en avons demandé plusieurs pour les jeux et selon le type de sol utilisé.

Délibération

Le Conseil Municipal a adopté le principe de la création d'une aire de jeux, en Centre Bourg, afin de créer un espace homogène de loisirs pour les enfants qui sera amené à devenir un point de rassemblement intergénérationnel de notre Commune.

Les travaux de réhabilitation du parking du Centre de Soins étant terminés, Madame le Maire propose que soit décidée la mise en œuvre des travaux et validé le devis de l'Entreprise MEFRAN d'un montant TTC de 27 096.00 € qui comprend la fourniture et la pose d'un sol coulé.

Madame le Maire rappelle le courrier en date du 27 janvier 2017 de Monsieur Gérard CESAR, Sénateur de la Gironde, nous informant de l'avis favorable donné à notre demande de subvention pour la création de l'aire de jeu d'un montant de 4 000.00 €

Madame Le Maire précise que cette somme a été prévue au budget communal 2017

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **Autorise** Madame le Maire à signer le devis de l'Entreprise MEFRAN pour un montant TTC de 27 096.00 €
- **Décide** d'admettre la dépense en section d'investissement, à l'article 2188 du budget communal.

VOTE : Pour : 17 Contre : 00 Abstention : 00



Délibération n° 20170503-06 Installation d'une infrastructure de recharge pour véhicules électriques (IRVE)

Discussion :

Monsieur MOULIN confirme la participation du SIE de Cavignac à hauteur de 1000 € et du SDEEG pour 80 %, d'où l'intérêt à en mettre deux

Madame BAUDE s'interroge : « si cela tombe en panne ? »

Monsieur MOULIN lui répond que cela ne nous coûtera rien, il y a une carte pour le fonctionnement. Tout est pris en charge. On a tout intérêt à aller vers ce mode déplacement

Madame BELLUE demande où elle sera installée

Madame PICQ lui précise juste à côté de l'aire de camping-car

Elle précise que le SDEEG prend tout en charge pour l'installation. La Borne sera sur le côté, on adaptera le passage pour la continuité du trottoir. Un technicien est venu pour choisir le meilleur emplacement.

Délibération

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2224-37,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 14 mai 2014 portant modification des statuts du Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde,

Vu les statuts du SDEEG, notamment son article I-B,

Vu le schéma directeur de déploiement des infrastructures de charge adopté par délibération du Comité Syndical en date du 26 juin 2014,

Considérant que l'Etat a fait du développement des véhicules décarbonnés une priorité importante de sa politique de réduction des gaz à effet de serre et que le véhicule électrique constitue une opportunité « verte » incontournable pour notre Pays,

Considérant que le SDEEG a pris le parti d'engager un programme de déploiement de 300 infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE), et ce à travers un maillage harmonieux et cohérent de son territoire, présenté dans le schéma directeur sus visé,

Considérant que l'étude réalisée par le SDEEG a fait ressortir la commune de SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE comme un territoire propice à l'installation de ce type d'équipement sur le site suivant : rue Gabriel Péruchon, à proximité de l'aire de stationnement des camping-cars, propriété de la Commune,

Considérant que les travaux d'installation d'une IRVE par le SDEEG requièrent une participation de la Commune, en application du schéma sus visé et des règles financières du SDEEG,

Considérant que le SDEEG exerce la maîtrise d'ouvrage des travaux de fourniture et pose des IRVE, il appartient aux communes concernées par le déploiement de celles-ci de transférer cette compétence au syndicat,

Considérant que l'installation d'une IRVE nécessite des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité avec participation de la Commune, conformément aux règles financières du SDEEG,

Considérant que la maintenance et l'exploitation d'une IRVE est entièrement pris en charge par le SDEEG, sans participation de la Commune,

Considérant que pour inscrire cette IRVE dans le programme de déploiement des infrastructures de recharge du SDEEG et permettre à ce dernier d'obtenir les financements mis en place par l'Etat dans l'Appel à Manifestation d'Intérêt confié à l'ADEME, il convient de confirmer l'engagement de la Commune sur sa participation financière et de s'engager sur la gratuité du stationnement pour les véhicules électriques sur tout emplacement de stationnement, avec dispositif de recharge, en surface ou en ouvrage, gérés directement par la collectivité, pendant une durée minimale de 2 ans à compter de la pose de la borne,

Considérant que le point de charge doit être installé sur le domaine public communal, une autorisation d'occupation du domaine public devra être accordée au SDEEG,

Rappelant que le Sdeeg devrait prendre en charge 80 % du coût de l'IRVE et qu'une demande d'aide sera adressée au SIE de Cavignac.

Au vu des éléments qui précèdent, ouï l'exposé de Madame le Maire et,

Après en avoir délibéré :

le Conseil Municipal :

- **Approuve** les travaux d'installation d'une infrastructure de recharge pour véhicules électriques au lieu sus visé,
- **Approuve** le transfert de compétence des IRVE de la Commune vers le SDEEG,
- **S'engage** à verser au SDEEG la participation financière due pour la réalisation des travaux d'installation,
- **S'engage** à accorder la gratuité du stationnement aux utilisateurs de véhicules électriques sur tout emplacement de stationnement, avec dispositif de recharge, en surface ou en ouvrage, gérés directement par la collectivité, pendant une durée minimale de 2 ans à compter de la pose de la borne,
- **Décide** d'inscrire les dépenses correspondantes au budget municipal et donne mandat à Madame le Maire pour régler les sommes dues au SDEEG,
- **S'engage** à accorder au SDEEG une autorisation d'occupation du domaine public permettant l'implantation de ces IRVE.

VOTE : Pour : 17 Contre : 00 Abstention : 00



Délibération n° 201705403-07 –Extension du Régime indemnitaire

Discussion :

Monsieur MOULIN indique que prendre un attaché n'est pas utile pour notre collectivité

Délibération

Vu la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale, modifié par le décret n° 2003-1013 du 23 octobre 2003,

Vu le décret 97-1223 du 26 décembre 1997 modifié par le décret 2012-1457 portant création d'une indemnité d'exercice des missions des préfectures,

Vu le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés, l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants moyens annuels de ladite indemnité et l'arrêté ministériel du 29 janvier 2002 autorisant certains fonctionnaires du ministère de la culture et de la communication à percevoir l'IFTS des services déconcentrés,

Vu l'arrêté du 24 décembre 2012 fixant les montants de référence de l'indemnité d'exercice des missions des préfectures,

Vu l'arrêté du 12 mai 2014 fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires.

- Madame le Maire rappelle à l'Assemblée que par délibération n° 2012/006 en date du 15 février 2012, le Conseil Municipal a décidé l'attribution d'une Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS) en faveur des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois et grades suivants : Rédacteur Principal à compter du 1^{er} avril

Du fait de la venue de notre futur Secrétaire Général, Madame le Maire informe qu'il y a lieu de mettre en place cette IFTS, en faveur des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois et grades suivants : Attaché Territorial à compter du 1^{er} juin 2017.

- Madame le Maire indique qu'il y a lieu aussi de créer une Indemnité d'Exercice des Missions des Préfectures (IEMP), en faveur des Personnels relevant des cadres d'emplois et grades suivants : Attaché Territorial à compter du 1^{er} juin 2017, selon les taux moyens réglementaires en vigueur.

Le Conseil municipal après avoir entendu l'exposé du Maire

Décide

Article 1 : Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS)

Il est créé une Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS) par référence à celle prévue par le décret n° 2002-63 sus visé au profit des Personnels suivants, selon les taux moyens réglementaires en vigueur et les coefficients multiplicateurs votés ci-après : barème au 01/07/2016 – grade attaché : 1 085.19)

Ces montants de référence peuvent être affectés d'un coefficient multiplicateur pouvant être compris entre 0 et 8.

Conformément aux dispositions du décret n° 2002-63 susvisé, les taux réglementaires moyens servant de base au calcul de l'IFTS sont indexés sur la valeur du point d'indice applicable à la fonction publique.

Les dispositions du présent article sont applicables aux agents titulaires.

Le Maire déterminera le taux individuel applicable à l'agent selon le travail fourni et l'importance des sujétions auxquels le bénéficiaire est appelé à faire face dans l'exercice effectif de ses fonctions eu égard à l'assiduité, aux responsabilités confiées et à la qualité du service rendu.

Article 2 : Indemnité d'Exercice des Missions des Préfectures (IEMP)

- Il est créé une Indemnité d'Exercice des Missions des Préfectures en faveur des Personnels titulaires relevant des cadres d'emplois ou grades désignés ci-après, dans les conditions fixées par le décret n° 2012-1457 et l'arrêté du 24 décembre 2012 sus visés : en faveur des Personnels relevant des cadres d'emplois et grades suivants : Attaché Territorial à compter du 1^{er} juin 2017, selon les taux moyens réglementaires en vigueur.

Le crédit global nécessaire au paiement des indemnités est égal aux montants moyens de références définis dans la réglementation en vigueur multipliés par le nombre de bénéficiaires potentiels.

Ces montants de référence peuvent être affectés d'un coefficient multiplicateur pouvant être compris entre 0 et 3.

Le Maire déterminera le taux individuel applicable à l'agent selon le travail fourni et l'importance des sujétions auxquels le bénéficiaire est appelé à faire face dans l'exercice effectif de ses fonctions eu égard à l'assiduité, aux responsabilités confiées et à la qualité du service rendu.

Article 3 : Crédits budgétaires

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré

VOTE Pour : 16 Contre : 00 Abstention : 1 (Emmanuel MOULIN)

- **Approuve** l'extension du régime indemnitaire.



Délibération n° 20170503-08 – Renouvellement d'un poste d'agent technique en « Contrat Unique d'Insertion » affecté au service périscolaire.

Le contrat de notre agent, en CUI-CAE, actuellement en charge de l'accueil périscolaire et de la surveillance du restaurant scolaire et de la cour prenant fin le 31 juillet 2017 (nos délibérations 20160831-03 du 31/08/2016 et 20161116-11 du 16/11/2016), il convient de le renouveler pour la rentrée prochaine. Ce contrat doit reprendre le 1^{er} août pour 12 mois, si nous voulons pouvoir continuer à bénéficier du dispositif CAE. Il sera annualisé.

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de renouveler le Contrat Unique d'Insertion, à temps non-complet à raison de 23.50/35^{ème}, pour la période du 1^{er} août 2017 au 31 juillet 2018. Elle précise que l'emploi du temps et l'affectation de l'Agent seront modifiés.

Madame le Maire précise que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Décide de créer un poste d'agent technique dans le cadre du dispositif « Contrat Unique d'Insertion »
- Précise que la durée hebdomadaire de travail est fixée à 23.50/35^{ème} ;
- Conclut que ce contrat sera établi sur une période d'une année, commençant le 1^{er} août 2017 et se terminant au 31 juillet 2018 ;
- Indique que la rémunération sera fixée sur la base du Smic horaire ;
- Autorise Mme le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec le service de l'emploi public.

VOTE : Pour : 17 Contre : 00 Abstention : 00



Délibération n° 20170503-09 – Convention GEMEF – Groupement d'Employeurs des Métiers de la Formation

Discussion :

Madame BELLUE demande le tarif horaire

Madame PICQ lui répond 26.60€/h. C'est noté dans la convention qui a été envoyée à tous avant le Conseil. L'agent déjeunera au restaurant scolaire et interviendra aussi pour les TAP

Délibération

Madame le Maire fait part aux Conseillers, du fait que l'agent en contrat CAE en charge aux écoles entre autre de la pause méridienne n'a pas été renouvelé. Elle propose de confier cette intervention à un agent mis à disposition par convention par le GEMEF.

Madame le Maire indique que le GEMEF nous propose un animateur sportif qui possède toutes les qualifications requises pour assurer cette prestation.

Madame le Maire demande au Conseil de l'autoriser à signer les conventions avec le GEMEF :

- Intervention à compter du 2 mai jusqu'au 4 juillet 2017
- Intervention à compter 4 septembre 2017 jusqu'au 6 juillet 2018

Du lundi au vendredi de 12h à 13h30

Après en avoir délibéré, le Conseil :

➤ **S'accorde** sur l'intervention d'un animateur aux écoles sur la pause méridienne

- . A compter du 2 mai jusqu'au 4 juillet 2017
 - . À compter du 4 septembre 2017 jusqu'au 6 juillet 2018
- Du lundi au vendredi de 12h à 13h30.

➤ **Autorise** Madame le Maire à signer les conventions avec le GEMEF

VOTE : Pour : 17 Contre : 00 Abstention : 00



Délibération n° 20170503-10 – Délibération portant création au tableau des effectifs d'un poste d'adjoint d'animation à temps non complet

Discussion :

Madame PICQ informe les conseillers que l'agent titulaire en arrêt maladie est prolongé de 6 mois, il sera donc absent à la prochaine rentrée scolaire. A terme, il faut envisager la titularisation de la personne qui gère la garderie

Délibération

Le Conseil Municipal,

- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n°2006-1372 du 22 décembre 2006 **portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation** ;
- Vu le décret n° 2016-604 du 12 octobre 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux **adjoints territoriaux d'animation** ;
- Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 **fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale** ;
- Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;
- Vu notamment l'article 34 de la loi n° 84-53 précitée ;

Madame le Maire informe les Membres du Conseil Municipal que nous venons d'être avisés que le Comité Médical Départemental prolonge le congé maladie de l'agent en charge de l'accueil périscolaire.

Aussi, nous avons embauché pour l'année scolaire en cours, un agent en CDD qui nous donne satisfaction et qui possède les qualifications requises pour assumer la fonction de direction, nous souhaitons donc le titulariser. Cet agent effectuera 19 h 50 hebdomadaires annualisées.

Après en avoir délibéré, le Conseil

Décide, sous réserve de l'accord du Comité Technique Paritaire

- La création au tableau des effectifs de la commune d'un poste d'adjoint d'animation à temps non complet, rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés ;
- Ledit poste est créé pour une durée hebdomadaire de **19 h 50** heures à compter du **1^{er} septembre 2017** ;
- L'inscription des crédits correspondants au budget de la commune ;

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.

VOTE : Pour : 17 Contre : 00 Abstention : 00



Délibération n° 20170503-11 –Modification de la durée du temps de travail d'un agent titulaire

Vu la loi n°83-634 du 13.07.1983 modifiée par la loi 87-529 du 13 juillet 1987 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2007-148 du 2 février 2007 sur la modernisation de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Madame le Maire rappelle aux élus que par délibération n° 201700405-18 du 5 avril 2017, le Conseil a accepté la prise en charge par la Commune du ménage des espaces communs du Centre de Soins. Il convient donc d'augmenter le temps de travail de l'agent en charge de ce ménage.

Considérant qu'un Agent de la filière technique, du cadre d'emploi des Adjoints Techniques Territoriaux de 2^{ème} classe a accepté l'augmentation de son temps de travail en adéquation avec un besoin de service, afin de satisfaire une qualité de service public en développement et d'améliorer la situation personnelle de l'intéressé,

Considérant la proposition faite à cet Agent, en vue d'augmenter son temps de travail hebdomadaire de 24.50/35^{ème} à 28/35^{ème} à compter du 1^{er} juin 2017,

Considérant l'acceptation de ce dernier,

Considérant la demande de saisine auprès du Comité Technique Paritaire ;

Le tableau des effectifs sera modifié en conséquence à compter du 1^{er} juin 2017, à savoir la suppression au tableau d'un poste d'adjoint technique territorial de 24h50 et la création d'un poste d'adjoint technique territorial à temps non complet de 28 h.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté :

➤ **accepte** l'augmentation du temps de travail de 24.50/35^{ème} à 28/35^{ème} à compter du 1^{er} juin 2017,

➤ **dit** que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 012 du Budget Principal.

➤ **charge** Madame le Maire de la mise en œuvre de cette décision.

VOTE : Pour : 17 Contre : 00 Abstention : 00



Délibération n° 20170503-12 – Conseil Départemental – Adhésion à « GIRONDE RESSOURCES »

Vu l'article L2211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que : « le Département des Communes et des établissements intercommunaux peuvent créer entre eux un établissement public dénommé agence départementale. Cette agence est chargée d'apporter aux collectivités territoriales et aux établissements publics intercommunaux du département qui le demandent, une assistance d'ordre technique, juridique ou financier. »

Vu la délibération du Conseil Départemental de la Gironde en date du 14 décembre 2016 ayant pour objet la création de cet établissement public administratif.

Vu les statuts de l'agence technique départementale dénommée « Gironde Ressources »,

Compte tenu de l'intérêt pour la collectivité de l'existence d'une telle structure, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

Décide :

- D'approuver les statuts de l'agence technique départementale « Gironde Ressources »
- D'adhérer à « Gironde Ressources »
- D'approuver le versement d'une cotisation dont le montant sera fixé par l'Assemblée Générale.

VOTE : Pour : 17 Contre : 00 Abstention : 00

- De désigner un représentant titulaire ainsi que son suppléant pour siéger au sein de « Gironde Ressources »

Est candidat pour le poste de titulaire : Monsieur Bruno CADUSSEAU

Du vote ressort :

Pour Monsieur CADUSSEAU : 17

Monsieur Bruno CADUSSEAU est élu délégué titulaire au sein de « Gironde Ressources »

Est candidat pour le poste de suppléant : Monsieur Emmanuel MOULIN

Du vote ressort :

Pour Monsieur Emmanuel MOULIN : 17

Monsieur Emmanuel MOULIN est élu délégué suppléant au sein de « Gironde Ressources »



Délibération n° 20170503-13 – Actualisation des statuts de la Communauté de Communes de Blaye

Madame le Maire indique aux Membres du Conseil Municipal que la Communauté de Communes de Blaye a engagé une modification statutaire par délibération en date du 22 mars 2017.

Il apparaît que lors de la précédente modification statutaire une erreur s'est glissée sur la compétence « assainissement ». En effet, celle-ci apparaît tant dans les compétences optionnelles que dans les compétences facultatives.

Aussi est-il proposé de la corriger en actualisant les statuts de l'EPCI, comme précisé en pièce jointe.

La procédure de modification statutaire est listée dans l'article L5211-20 du CGCT.

L'organe délibérant de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale délibère sur les modifications statutaires. A compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale au Maire de chacune des Communes membres, le Conseil Municipal de chaque Commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée.

A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

La décision de modification est subordonnée à l'accord des Conseils Municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement.

Aussi est-il proposé au Conseil Municipal :

- **D'approuver** la modification des statuts de la Communauté de Communes de Blaye
- **D'autoriser** Madame le Maire à effectuer toutes démarches relatives à cette modification statutaire.

VOTE : Pour : 17 Contre : 00 Abstention : 00



Délibération n° 20170503-14 – CONVENTION « Acquisition d'une œuvre sculptée « les Fûts » avec Monsieur Bernard GIRAUD

Discussion :

Monsieur MOULIN redemande le coût global pour la commune : personnel, matériel...

Madame PICQ lui répond que cela est prévu mais que nous ne disposons pas encore de tous les éléments chiffrés, il reste que nous sommes loin de ce qui était prévu au départ.

Monsieur MOULIN signale que dans la convention est stipulée une remise en état par la Commune en cas de dégradation, cela le gêne

Monsieur CADUSSEAU remarque que pour l'instant, avec les plantes, c'est « sympa »

Madame PICQ rappelle que les riverains demandaient que nous fassions quelque chose pour éviter les problèmes de dérapages entre autres.

Madame BELLUE demande si le bus ne pourrait pas se garer autrement

Madame PICQ précise que Place Rabut, c'était gênant. Il ne faut pas qu'il bloque le passage

Monsieur BERLINGER suggère de demander à l'assurance comment la sculpture sera prise en compte

Madame PICQ informe qu'une déclaration préalable a été déposée et que nous sommes donc civilement responsables

Monsieur MOULIN demande pourquoi on s'engage sur le fait de ne pas la changer de place ou d'aspect. Il souhaite que cette disposition ne figure plus dans la convention

Madame PICQ indique, que s'il y a nécessité, on pourra dénoncer la convention pour utilité publique

Délibération

Dans le cadre de la politique culturelle de la Commune, les élus s'accordent pour faire l'acquisition de l'œuvre sculptée de Monsieur Bernard Giraud, Scénographe-Sculpteur.

Nom de la sculpture ; « **Les Fûts** »

Cette sculpture se compose de fûts en métal de 200 et 300 litres assemblés et soudés entre eux. Elle est destinée à être installée sur la place de la Gare de Saint-Christoly. Elle sera édifiée sur un socle en béton recouvert de « ballast » et entouré d'un massif végétal en forme de triangle.

Son inauguration aura lieu le samedi 20 mai 2017 à 18 heures.

Madame le Maire rappelle que nos Agents du Service Technique ont contribué à cette réalisation.

Madame le Maire propose de valider la convention présentée à la Commission « culture-vie associative » du 11 avril 2017.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **Autorise** Madame le Maire à signer la convention
- **s'engage** à verser à l'artiste une somme symbolique de 150.00 € (165.00 € TTC) sur présentation d'une Note d'Honoraires Maison des Artistes.

VOTE : Pour : 17 Contre : 00 Abstention : 00



Questions Diverses

1. Rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'assainissement non collectif
2. Activité de la CCB : randonnées pédestres sur le site des Lacs organisées par la CCB qui demande notre concours notamment pour offrir un verre aux participants.
3. Inauguration du panneau pour le jumelage SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE / SAINT CHRISTOL
Le samedi 3 juin 2017 à 18 heures lors de la venue des habitants et élus de SAINT-CHRISTOL
4. Réunion publique de la CCB le mercredi 28 juin à 18 h 30 salle Courade suite au changement de communauté des communes.
(Y sont conviés les élus et les administrés)
5. Distribution du journal municipal qui est en cours d'impression
(Une société distribuera celui de la CCB)
6. Question de Monsieur ROUYER
Il suggère l'achat d'un ou deux broyeurs thermiques pour les administrés (avec une caution ?)
Monsieur BERLINGER remarque que c'est une bonne idée mais il faut voir comment la mettre en place
Monsieur CADUSSEAU ajoute que cela sera utile pour la Commune aussi
7. Invitation de Madame Marielle ULMAN – Chambres d'hôtes » le 9 ou le 16 juin à 18 h 30
Les élus retiennent la date du 16 juin à 18 h 30

Autres QUESTIONS DIVERSES

8. Madame FIORAZZO demande si d'autres communes voisines peuvent continuer à brûler
Madame PICQ précise que personne n'a le droit, et qu'elle ne peut pas délivrer d'autorisation
Monsieur BERLINGER précise que pour les viticulteurs, c'est aussi problématique. La valorisation des ceps et racines pourrait se faire mais avec certaines conditions et on ne peut pas stocker (risque de maladies...)
9. Monsieur Bruno CADUSSEAU demande si nous avons des nouvelles pour la Poste, Madame PICQ lui répond que non, et que la mairie est juste informée des fermetures ponctuelles
10. Monsieur BERLINGER demande s'il est prévu d'installer une table près de la structure de jeux
Monsieur DEBET lui indique que deux tables y seront installées
Monsieur MOULIN demande à ne pas trop empiéter sur le stade pour ne pas gêner la fête et le tir du feu d'artifice
Madame PICQ lui répond que la rue Gabriel Perruchon est réservée, et que toutes les caravanes et autres véhicules iront à Courade comme l'an dernier.
11. Monsieur BERLINGER invite les élus à venir écouter la chorale au VOX à 20 h 30 le 20 mai après l'inauguration de la sculpture.

La séance est levée à 22 h 20

Signatures des Elus Membres du Conseil Municipal	
Séance 2017_04 du 3 mai 2017	
<u>NOM Prénom et Qualité</u>	<u>Signature</u>
Mme PICQ Murielle, Maire	
M. DEBET Daniel, Premier Adjoint	
Mme BAUDE Stéphanie, Second Adjoint	
M. GRIMEE Bernard, Troisième Adjoint	
Mme BILLIER Michèle, Quatrième Adjoint	
Mme ANCELOT Odette, Conseillère Municipale	
Mme BELLUE Marie-Claude, Conseillère Municipale	
Mme BERLEMONT Valérie, Conseillère Municipale	
M. BERLINGER Thomas, Conseiller Municipal	
M. BERNY François, Conseiller Municipal	Pouvoir à Mme VIRUMBRALES

M. CADUSSEAU Bruno, Conseiller Municipal	
Mme CHAMBOUNAUD Valérie, Conseillère Municipale	<i>Pouvoir à M. CADUSSEAU</i>
Mme FIORAZZO Irène, Conseillère Municipale	
M. GOUDONNET Eric, Conseiller Municipal	
M. MACEIRA Jean-Marie, Conseiller Municipal	Pouvoir à Mme BELLUE
M. MOULIN Emmanuel, Conseiller Municipal	
M. RAYMOND David, Conseiller Municipal	
M. VITRAS Francis, Conseiller Municipal	
Mme VIRUMBRALES Géraldine, Conseillère Municipale	